

L'Éducation pour tous :
un objectif à notre portée



L'Éducation pour tous

L'éducation est un droit fondamental de l'être humain. Elle apporte aux enfants, aux jeunes et aux adultes la capacité de réfléchir, d'effectuer des choix et de mener une vie meilleure. Elle brise le cycle de la pauvreté et constitue une des clés du développement économique et social. L'éducation des mères a des répercussions hautement bénéfiques sur la santé, le bien-être familial et la fécondité.

- En Ouganda, quatre années d'éducation primaire augmentent la production d'un fermier de 7 % ;
- En Zambie, l'enfant d'une mère ayant fréquenté l'école primaire a 25 % de chances de survie en plus que l'enfant d'une mère sans éducation ;
- Au Bangladesh, les femmes ayant reçu une éducation secondaire ont trois fois plus de chances de se rendre à une réunion politique que les femmes non éduquées ;
- Les filles éduquées sont généralement beaucoup moins exposées au virus du sida.



Les défis

A l'aube d'un nouveau siècle, le monde compte encore 875 millions d'analphabètes. Dans les pays en développement, on estime qu'un enfant de 6 à 11 ans sur cinq, soit 113 millions, n'est pas scolarisé. 60 % sont des filles.

Neuf pays – le Bangladesh, le Brésil, la Chine, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Nigeria et le Pakistan – abritent 70 % des analphabètes du monde.

Les filles et les femmes sont les premières concernées. L'Asie du sud compterait 60 % de femmes analphabètes. A l'échelle mondiale, une femme sur quatre ne sait pas lire.

En Asie du sud et en Afrique subsaharienne, moins de trois élèves sur quatre atteignent la cinquième année d'études.

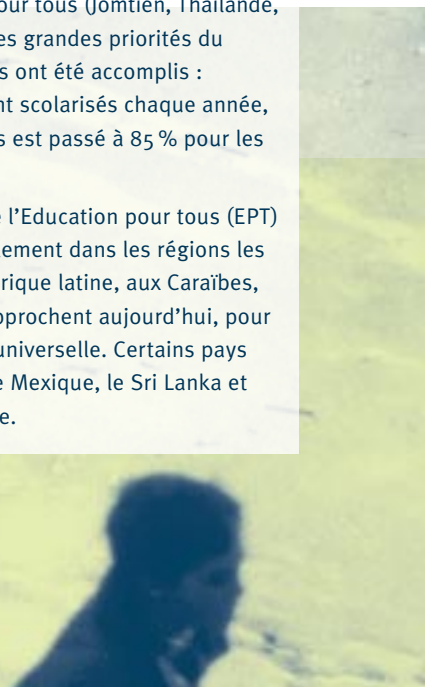
La pandémie de VIH/sida menace de saper les progrès accomplis en matière d'alphabétisation et d'éducation générale. Dans les pays d'Afrique les plus touchés, jusqu'à 10 % des enseignants pourraient être emportés par le virus au cours des cinq prochaines années.



Les avancées

La Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (Jomtien, Thaïlande, 1990) a fait de l'éducation de base une des grandes priorités du développement. Depuis, des progrès réels ont été accomplis : 10 millions d'enfants supplémentaires sont scolarisés chaque année, et le niveau d'alphabétisation des adultes est passé à 85 % pour les hommes et à 74 % pour les femmes.

Une volonté politique solide peut faire de l'Éducation pour tous (EPT) une réalité. De nombreux pays – non seulement dans les régions les plus riches du monde, mais aussi en Amérique latine, aux Caraïbes, en Asie orientale et même en Afrique – approchent aujourd'hui, pour la première fois, de l'éducation primaire universelle. Certains pays comme le Botswana, le Brésil, la Chine, le Mexique, le Sri Lanka et la Tunisie ouvrent la voie dans ce domaine.



L'engagement renouvelé

En avril 2000, plus de 1100 délégués venus de 164 pays ont renouvelé leur engagement à l'égard de l'EPT au Forum mondial sur l'éducation, (Dakar, Sénégal). Ils ont adopté le Cadre d'action de Dakar, document ambitieux et concret qui définit les objectifs de l'éducation pour tous et les stratégies pour les atteindre.

Les six objectifs de Dakar :

- 1 développer la protection et l'éducation de la petite enfance
- 2 apporter un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité pour tous d'ici 2015
- 3 promouvoir l'acquisition des compétences de la vie courante pour les adolescents et les jeunes
- 4 améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes d'ici 2015
- 5 éliminer les disparités entre les sexes d'ici 2005 et instaurer l'égalité dans l'éducation d'ici 2015
- 6 améliorer la qualité de l'éducation

Les trois échéances

Le Cadre d'action de Dakar fixe trois grandes échéances :

2002 : FINALISATION DES PLANS D'ACTION NATIONAUX

D'ici 2002, tous les pays devront avoir établi ou renforcé des plans d'action nationaux, définissant des stratégies concrètes pour la réalisation des objectifs de Dakar. Ces plans s'inscriront dans les stratégies de lutte contre la pauvreté existantes et seront préparés en consultation avec l'ensemble de la société civile (responsables communautaires, enseignants, parents, apprenants, etc.).

2005 : REALISER L'EQUITE ENTRE FILLES ET GARÇONS

D'ici 2005, l'équité devra être instaurée entre garçons et filles dans l'éducation primaire et secondaire.

2015 : REALISER L'EDUCATION POUR TOUS

2015 est la date butoir de l'universalisation de l'éducation primaire obligatoire et de l'amélioration de 50 % des niveaux d'alphabétisation des adultes.





Les acteurs de l'Education pour tous



Les pays

L'Education pour tous est la responsabilité et la prérogative des pays. Les pays se chargent de mobiliser les efforts et les ressources supplémentaires et assurent la participation de toutes les parties prenantes. Leur détermination est la clé du succès de l'EPT.

La société civile

Les organisations non gouvernementales, les syndicats d'enseignants, les associations religieuses, les parents et les apprenants jouent un rôle majeur dans l'éducation en recherchant avec les communautés des solutions alternatives lorsque la participation de l'Etat fait défaut ou s'avère insuffisante. La société civile se distingue par sa flexibilité, sa capacité d'innovation, sa proximité des réalités et des cultures locales.

Les partenaires du développement

Les agences de développement bilatérales et multilatérales soutiennent l'action des pays en apportant une assistance technique, un soutien financier et un suivi renforcé des progrès de l'EPT, en facilitant une meilleure coordination des efforts et en encourageant les partenariats entre les gouvernements et la société civile.



Les tâches de l'UNESCO

L'UNESCO a été mandatée par le Forum mondial sur l'éducation pour coordonner les efforts mondiaux visant à réaliser l'Education pour tous d'ici 2015.

Entre autres tâches, elle doit :

- faciliter la création de partenariats en faveur de l'EPT, en particulier entre les gouvernements et les organisations de la société civile ;
- faire en sorte que les activités de l'ensemble des partenaires de l'EPT soient compatibles entre elles et conformes à l'agenda de l'EPT.

Le Directeur général de l'UNESCO convoque chaque année un groupe de haut niveau à la fois restreint et souple chargé d'entretenir la dynamique politique et de mobiliser les ressources pour l'éducation de base. L'UNESCO réunit également un groupe de travail sur l'EPT composé d'experts pour recevoir des orientations techniques, construire et renforcer les partenariats et soutenir les réseaux régionaux et sous-régionaux.

Un Observatoire de l'EPT a été créé au sein de l'Institut de statistique de l'UNESCO pour assurer le suivi des progrès vers l'EPT. De nouveaux indicateurs ont été mis au point, et les pays reçoivent une assistance pour la collecte des statistiques sur l'éducation.



Financièrement, l'Education pour tous est réalisable

Financièrement, l'Education pour tous est à notre portée : étendre l'éducation primaire à tous les enfants du monde d'ici 2015 suppose des dépenses supplémentaires de l'ordre de 8 à 15 milliards de dollars EU par an – moins de 2 % du montant estimé des dépenses militaires annuelles dans le monde. La plus grande part proviendra des pays eux-mêmes, grâce à la réorientation des priorités et à l'adoption de mesures rentables.

Une nouvelle initiative mondiale s'attache à favoriser une meilleure coordination de l'aide internationale et à augmenter le soutien à l'éducation de base, grâce, en particulier, à l'accélération de l'allègement de la dette.





L'Éducation pour tous : un objectif à notre portée

Éducation primaire universelle

Cet objectif demeurera un rêve lointain à moins d'un effort majeur pour accélérer les tendances actuelles. Les écoles primaires des pays en développement devront accueillir environ 156 millions d'enfants de plus qu'en 1997, une augmentation de 27 %. Cela suppose au moins de poursuivre l'effort de scolarisation actuel.

- Un effort particulier sera nécessaire en Afrique subsaharienne, qui devra accueillir 88 millions d'élèves supplémentaires. L'Angola, le Lesotho, le Liberia, le Niger, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et la Somalie devront fournir des efforts dix fois plus grands que par le passé.
- L'Asie du sud devra scolariser quelque 40 millions d'enfants supplémentaires – une progression d'un tiers – ce qui nécessite un effort au moins comparable à celui des années 1990.
- Les Etats arabes devront doubler leurs efforts précédents pour accueillir 23 millions d'enfants supplémentaires, soit une augmentation de 72 %.

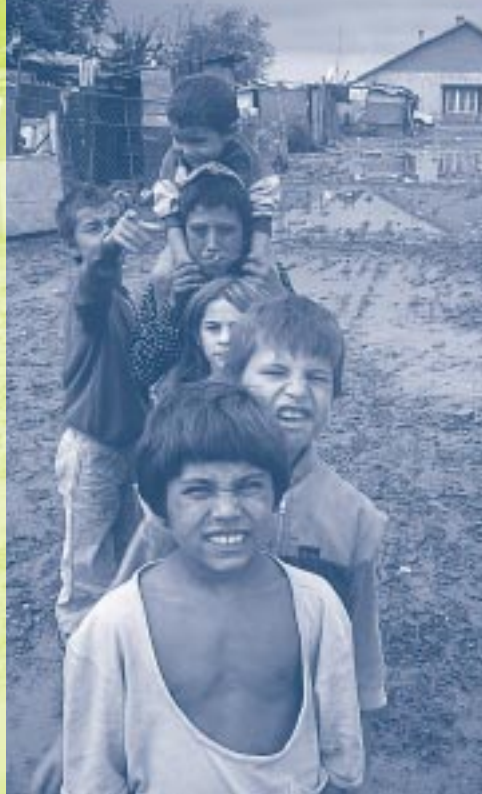
Alphabétisation des adultes

Pour améliorer les niveaux d'alphabétisation des adultes de 50 %, le nombre des adultes alphabètes devra progresser chaque année de 92 millions. Cela suppose de multiplier par 1,3 les efforts précédents.

L'Afrique et l'Asie du sud ont des défis considérables à relever, en particulier dans les pays les moins développés, où la réussite nécessitera plus que le doublement des efforts passés. Certaines régions du monde, comme l'Asie orientale, le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, parviendront au but en poursuivant des efforts à peu près équivalents à ceux de la décennie passée.

Des efforts mieux ciblés

Si l'on veut atteindre les objectifs de l'EPT, une intervention d'urgence est nécessaire dans les pays en crise ou gravement atteints par le VIH/sida : c'est le cas dans cinquante pays du monde, durement frappés par un conflit armé, une crise chronique ou une catastrophe naturelle. Quant à la pandémie de VIH/sida, elle est devenue une catastrophe pour le développement et prélève un lourd tribut sur les systèmes éducatifs de plusieurs pays d'Afrique. En collaboration avec les bailleurs bilatéraux et la société civile, les organisations des Nations Unies mettent en œuvre des programmes phares interinstitutions visant à accélérer les efforts, coordonner l'action, porter assistance aux pays et développer les connaissances et l'expérience de l'aide à ces pays en crise. Les autres domaines d'action concertée sont l'éducation des filles et des femmes et la santé scolaire.



Informations complémentaires

Consultez le site de l'Éducation pour tous sur
www.unesco.org/education/efa
ou contactez l'Unité de suivi de Dakar,
Secteur de l'éducation, UNESCO
7, Place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France
Télécopie : 33 (0) 1 45 68 56 26/27 • Mél : efa@unesco.org